



N° 2026/084

ARRÊTÉ
PORTANT RÉGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION
ET D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC
DU LUNDI 18 MAI 2026 À 08H00 AU VENDREDI 22 MAI 2026 À 18H00
À L'OCCASION DE TRAVAUX DE RACCORDEMENT PAR L'ENTREPRISE ERT TECHNOLOGIES

Guillaume TADDIO, Maire de la Commune de BÉDARRIDES,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, relatifs aux pouvoirs de police du Maire ;

VU la loi n° 82.213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi du 22 juillet 1982 et notamment son article 34 ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code de la voirie routière et notamment sa partie réglementaire ;

VU le procès-verbal du conseil municipal en date du 27 mars 2026 portant élection de Monsieur Guillaume TADDIO en qualité de Maire ;

CONSIDÉRANT la demande en date du 08 avril 2026 par laquelle Monsieur POINT Guillaume , responsable d'exploitation, ERT TECHNOLOGIES, sise 16, rue d'Athènes, ZI les Estroublans à VITROLLES (13127), sollicite pour le compte de Madame Sandrine RIVIÈRE « service droit de passage » SFR demeurant au n°16 rue Général Alain BOISSIEU CS 682 17 à PARIS (75741), une réglementation temporaire de circulation par des feux tricolores avec occupation du domaine public du lundi 18 mai 2026 à 8h00 au vendredi 22 mai 2026 à 18h00, à hauteur du N°22 Impasse des Vignerons à BÉDARRIDES (84370) ;

CONSIDÉRANT que ces mesures sont nécessaires pour permettre des travaux d'intervention sur deux poteaux pour le raccordement de la fibre optique sur le réseau SFR sans tranchée ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, dans l'intérêt de la sécurité publique, de prendre des mesures de police appropriées ;

A R R Ê T É

Article 1 : Réglementation de la circulation

Du lundi 18 mai 2026 à 08h00 au vendredi 22 mai 2026 à 18h00 la chaussée sera rétrécie sur une voie à hauteur du n°22 impasse des Vignerons et la circulation des véhicules à moteur sera réglementée par une signalisation de feux tricolores placée à 30 mètres de part et d'autre du chantier en fonction de l'avancement des travaux.

Article 2 : Occupation du domaine public

L'entreprise ERT Technologies est autorisée à occuper le domaine public pour une intervention sur deux poteaux pour le raccordement de la fibre optique du réseau SFR sans tranchée.

Le bénéficiaire de la présente autorisation est responsable des accidents ou dommages de toute nature qui pourraient résulter de ses installations.

Article 3 : Signalisation

La signalisation nécessaire sera mise en place et entretenue par le demandeur pour permettre l'application des présentes dispositions. Elle devra notamment permettre aux piétons de circuler en toutes sécurités aux abords du chantier.

Article 4 : Véhicules prioritaires

L'interdiction visée à l'article 1 n'est pas applicables aux véhicules de secours, police et gendarmerie dans le cadre de leur service et aux services techniques municipaux en intervention.

Article 5 : Sanctions

Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Exécution, publicité et recours

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet arrêté. Une ampliation sera transmise pour exécution à :

- Monsieur le demandeur (ERT Technologies) ;
- La Brigade de Gendarmerie de Sorgues ;
- Les Sapeurs-Pompiers de Bédarrides ;
- La Communauté d'Agglomération Les Sorgues du Comtat ;
- Les Services Techniques municipaux ;
- La Police Municipale.

Un exemplaire sera affiché en mairie et publié dans le registre des arrêtés tenu par le service de la mairie. Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune, conformément à l'article R. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales.

Les voies et délais de recours contre le présent arrêté sont les suivants :

- Recours gracieux auprès de M. le maire de Bédarrides dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification du présent arrêté ;
- Recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES cedex 09) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification du présent arrêté, conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, ou par voie dématérialisée via le téléservice « Télérecours » (<https://www.telerecours.fr>).

Fait à BÉDARRIDES, le 10 avril 2026

Le Maire,

Guillaume TADDIO

